

© Générations NC





PRÉAMBULE

Façonnée par trente années de paix et de développement, la Nouvelle-Calédonie aborde une nouvelle période de son histoire.

Cette période, en dépit de l'espoir qu'elle suscite, est fragile.

Durant ces trente dernières années, les Calédoniens ont assumé les ombres et les lumières de leur histoire, ils aspirent maintenant avec force à un avenir commun, en paix et durable.

Cette même période, riche de progrès, de rééquilibrage et de développement, n'a pas vu naître un consensus sur une solution d'avenir. La Nouvelle-Calédonie entame la dernière mandature de l'accord, adossée aux résultats incontestables du référendum du 4 novembre 2018, par lequel s'est exprimée la volonté des Calédoniens de rester dans la France.

Les Calédoniens aspirent aujourd'hui à une nouvelle ère politique, une autre façon d'organiser la société. Les hommes et les femmes du pays méritent la transparence de la vie publique et une prise en compte de leur opinion.

L'absence de solution d'avenir et de projet de société, les risques que font peser le communautarisme et la fracture sociale, conduisent aujourd'hui des femmes et des hommes de tous horizons à se lever pour porter et proposer un autre projet : Générations.NC

Générations.NC est un mouvement politique calédonien.

Générations.NC porte une ambition pour le pays, une nouvelle vision de la société, un espoir pour les Calédoniens.

Générations.NC fonde son action sur la confirmation d'une conscience calédonienne dans la France, un fonctionnement démocratique construit sur les

territoires et une approche de la gestion politique basée sur la proximité et l'écoute de tous.

Notre mouvement croit en l'identité calédonienne au sein de laquelle communient toutes les générations, les ethnies, les cultures, les histoires pour faire front au danger du repli communautaire ; une identité calédonienne désormais capable de s'ouvrir aux Autres.

Conscient de l'urgence écologique, notre mouvement croit en la dynamique environnementale, indispensable à un développement intelligent du pays et à la défense de notre terre calédonienne.

Notre mouvement croit à la valeur du travail et en l'entrepreneuriat, socles du tissu social et de l'émancipation économique de notre pays.

Notre mouvement croit au progrès et à l'innovation, moteurs d'une société plus juste et plus solidaire.

Notre mouvement croit en la jeunesse qui, enrichie de l'expérience transmise par ses anciens et nourrie des valeurs héritées de son histoire, doit prendre ses responsabilités pour dessiner le visage de la Nouvelle-Calédonie unie dans laquelle elle veut vivre et s'épanouir.

Notre mouvement croit dans l'intelligence collective, dans la valeur de l'engagement des Calédoniens au sein de la société civile et dans leur désir d'être davantage acteurs de la vie politique de leur pays à tous les échelons de la démocratie calédonienne communale, provinciale, territoriale et nationale.

La période que nous venons de vivre a posé les fondements de la société calédonienne moderne. Elle a permis d'écrire une page d'histoire exceptionnelle.

Générations.NC et tous ceux qui rejoindront ce mouvement d'avenir s'engagent à en écrire un nouveau chapitre.



MANIFESTE

« *Les rêves d'aujourd'hui seront les réalités de demain* »

Malala Yousafzai - 2013

Le choix calédonien

De par le monde, rares sont aujourd'hui les territoires et les peuples auxquels l'histoire offre la capacité et l'opportunité de définir pacifiquement leur destin. Les aléas du siècle, les menaces sur l'environnement, la mondialisation de l'économie, des finances et de l'information, les courants migratoires liés aux guerres ou à la pauvreté et au réchauffement climatique ont porté des coups très durs aux notions de souveraineté, voire de nation.

Tout est aujourd'hui revisité et réécrit, trop souvent sans l'assentiment des peuples.

Dans ce contexte où le monde se redéfinit sans vraiment de règles ni d'espoir, la Nouvelle-Calédonie apparaît comme singulière dans ce qu'elle bénéficie toujours du privilège d'autodétermination. Sa population, les Calédoniens, a aujourd'hui encore le choix de son avenir, c'est tout à la fois un atout, un risque et un enjeu.

Ce choix calédonien est binaire : pour ou contre l'indépendance. Pour autant qu'il soit simple et compréhensible par tous, il pèse sur l'organisation de la société calédonienne, son développement, sa modernisation, son évolution. Depuis trop longtemps, chacun se définit ici comme indépendantiste ou non-indépendantiste, comme si, hors de ce débat, il n'y avait point de salut. Cette fracture politique ancienne et historique chez les Calédoniens se double d'une division ethnique réelle, et l'addition de la fracture politique et de la division ethnique s'est hélas confirmée dans les résultats du référendum d'autodétermination du 4 novembre 2018.

Bien que les objectifs de construire un destin commun et un avenir partagé nous aient été assignés par les accords, nous ne sommes pas parvenus à nous défaire de ce clivage indépendance-non

indépendance qui marque la vie de la Nouvelle-Calédonie et de ses habitants depuis trente ans.

À restreindre ainsi notre avenir et limiter notre horizon à ce seul choix de pour ou contre Kanaky, nous sommes, pour quelques temps encore, incapables de dessiner notre futur. C'est à en désespérer notre jeunesse à laquelle on impose, quelle que soit son origine, de ne se définir, construire ses projets et penser son propre avenir, qu'à l'aune de ce seul « Pour ou Contre », sans jamais lui permettre d'envisager ni de construire d'autres solutions ou pistes pour se réaliser.

La classe politique calédonienne actuelle, dont la part la plus ancienne s'est forgée dans le fracas des Événements, a su conforter la paix née de la poignée de mains, mais n'a jamais saisi ni provoqué aucune opportunité pour extirper le pays du clivage pour ou contre l'indépendance dans lequel nous sommes englués.

Ainsi, ces trente ans de paix et de progrès ont dans le même temps sclérosé notre pensée politique.

Ce paysage politique est d'autant plus figé que ni les uns ni les autres, à l'heure du choix du 4 novembre, ne sont parvenus à convaincre au-delà de leur propre camp et il en sera certainement de même pour les consultations à venir. Le rêve d'indépendance versus le désir de France paralyse les imaginations nécessaires pour nous projeter hors de cette opposition. Et si chacun en adoptant ce positionnement simple justifie ses convictions, comment dans ces conditions inventer un avenir commun ?

Il nous semble donc être l'heure d'envisager les choses sous un autre prisme et c'est avec détermination et optimisme que nous y travaillerons.



Qui sommes-nous ?

Même s'ils rebutent parfois notre jeunesse, les constats du passé sont nécessaires, d'abord parce qu'il n'y a pas d'avenir possible s'il ne repose sur les fondements de notre histoire, ensuite parce qu'ils aident la Nouvelle-Calédonie à se trouver ce qui lui manque aujourd'hui férocement : une identité.

L'identité calédonienne forgée bien en-deçà de 1853 et en même temps issue et nourrie de l'histoire des familles et des clans, du peuple premier et des pionniers, des anciens et des modernes, de la transmission du savoir comme de la perpétuation des mémoires et du lien à la terre pour les Kanak comme pour les non-Kanak. L'identité calédonienne si importante dans ces temps et ce siècle où tout se dilue.

Nous ne partons pas de rien, bien au contraire. Nous sommes l'addition de cultures, d'ethnies et de peuples qui, au fil du temps, sont parvenus, parfois dans la difficulté et l'affrontement, à poser un regard vrai sur eux-mêmes et leurs histoires, jusqu'à espérer construire un vivre-ensemble. C'est l'ambition qui nous avait été fixée par les accords. Dans ce cadre, la décolonisation, dans laquelle nous sommes toujours engagés, a représenté un progrès formidable en ce qu'elle a permis d'admettre enfin un passé souvent volontairement tu ou ignoré, dans le but de construire une société débarrassée des rancœurs du passé et qui nous ressemble enfin.

C'est sur cette base de l'acceptation et de la reconnaissance que les premiers jalons ont été posés, ainsi par l'adoption de certains des signes identitaires et de la citoyenneté. Ils ont aidé à la prise de conscience des Calédoniens qu'il leur fallait une bonne fois pour toute répondre à une question primordiale : qui sommes-nous ? **Répondre à cette question, c'est forger l'identité calédonienne.**

Contrairement à ce que beaucoup pensent encore hélas, définir l'identité calédonienne, ce n'est pas se départir d'un peu de France ni renoncer à l'indépendance. C'est aborder l'avenir autrement et d'une manière plus réaliste dans notre 21^e siècle. Nos anciens ne concevaient pas les choses différemment, persuadés avant tout qu'être Calédoniens avait un sens. « Je me permets de faire le rêve qu'en l'an 2000, le profil culturel du Calédonien comportera aussi bien des éléments de la culture européenne que de la culture mélanésienne », déclarait ainsi Jean-Marie Tjibaou en 1974, préparant le festival Mélanésia 2000. Comme en écho, deux ans plus tard dans son discours à Brunelet, Jacques Lafleur lançait : « l'affirmation de la personnalité calédonienne doit être l'âme de notre combat et la voie de notre salut ». Ni l'un ni l'autre n'ont jamais renoncé à leurs convictions, et pour autant ils revendiquaient chacun leur appartenance à une communauté calédonienne et reconnue comme telle.

Il nous faut continuer à entendre leur message.

Rien de neuf ni de durable ne pourra être réalisé si nous sommes incapables de nous projeter comme Calédoniens, d'exprimer une fierté calédonienne, un patriotisme calédonien. Notre éloignement géographique, notre insularité, la modestie de notre démographie, tout comme notre histoire, nos traditions, nos cultures, confèrent à souligner notre singularité en Océanie comme notre appartenance à l'ensemble français.

Ces éléments doivent conduire les Calédoniens à s'assumer comme tel, quelles que soient leurs origines ou leurs ethnies. C'est aussi le rempart aux communautarismes qui nous menacent et nous fragilisent, parce qu'ils sont la facilité du repli sur soi et le danger d'oubli ou de négation de l'autre.



À nous maintenant de définir notre identité de manière définitive, loin des postures des partis politiques bien frileux sur le sujet et en tirant sur les leçons des erreurs du passé dont on subit encore les conséquences, à l'image du drapeau.

Forger une identité calédonienne participe à la cohésion de notre société, nécessaire à la paix et la solidarité. Dans le cadre de cette cohésion, la Nouvelle-Calédonie ne peut être la terre sur laquelle certains seraient exclus du droit de vote en dépit qu'ils répondent aux conditions requises pour l'exercer.

Un projet dans la France

La Nouvelle-Calédonie s'est créée sur la base de l'idéologie dominante du 19^e siècle et de la première moitié du 20^e siècle : le colonialisme. Entre autres conséquences, cela a contribué à nier une vérité historique que l'histoire de la Nouvelle-Calédonie ne débute pas en 1853, mais est forte de centaines d'occupation de la terre, de cultures et de traditions.

La revendication d'indépendance éclosa à la fin des années 60 et au début des années 70, à la suite de la grande décolonisation de l'empire français, si elle a jeté le trouble, et conduit à la violence, a mené le pays à envisager son avenir sur un tout autre modèle. C'est le mérite des accords de Matignon et de Nouméa que de poser la question d'un possible futur commun à tous, sous le prisme de la décolonisation.

Cela a modifié considérablement notre rapport à la France.

Dès lors que les accords ont engagé un processus pacifique de décolonisation, la Nouvelle-Calédonie, peu à peu, s'est émancipée et a pris en main son fonctionnement, son développement, son administration, jusqu'à se rendre, quoi qu'on en pense, jusqu'aux limites de l'indépendance.

Heureusement pour le pays, le lien à la France ne s'est jamais rompu. Les résultats du référendum d'autodétermination du 4 novembre 2018 ont conforté devant la communauté internationale la volonté d'une forte majorité de Calédoniens de rester des Français. Ainsi, et jusqu'à ce qu'il en soit décidé autrement, la Nouvelle-Calédonie est une terre française.

Cette réalité, à la fois historique, politique, électorale et patriotique, ne doit pas nous exempter de réfléchir au chemin que France et Nouvelle-Calédonie doivent emprunter ensemble. C'est ce à quoi le président de la République, Emmanuel Macron, lors de son discours au théâtre de l'île le 5 mai 2018, nous a exhortés, nous appelant à « changer de conjugaison » : « ne pas tout conjuguer à l'imparfait, au passé simple ou au passé composé, mais vouloir peut-être un peu davantage conjuguer au futur ».

Les propos du président de la République font écho au préambule de l'accord de Nouméa dans lequel il est spécifié que « Le passé a été le temps de la colonisation. Le présent est le temps du partage, par le rééquilibrage. L'avenir doit être le temps de l'identité, dans un destin commun. » Ce troisième temps, les hommes et les femmes de Générations aspirent à en être les artisans.

Le futur de la Nouvelle-Calédonie dans la France est donc à écrire.

Chacun convient, au regard des évolutions du monde, que la France ne peut plus être envisagée que comme un simple financeur de la Nouvelle-Calédonie, de même que le pays ne peut se contenter d'être un petit bout de France dans le Pacifique.

Nos ambitions ne doivent-elles pas être plus élevées ? La Nouvelle-Calédonie a l'opportunité de tenir une place et de jouer un rôle prépondérants dans l'axe « indo-pacifique » dont le chef de l'État a dressé les contours, en y portant les couleurs de la France tout en promouvant ses spécificités.



Bien au-delà se pose la question de l'espoir que la Nouvelle-Calédonie française peut susciter. Qu'on l'admette ou non, la revendication d'indépendance porte en elle un rêve que partage une très large majorité des Calédoniens Kanak. Sommes-nous en capacité de proposer un rêve français ?

Génération en est intimement convaincu. Embrumés par l'histoire, engoncés dans nos certitudes, persuadés qu'il n'y a point de salut hors de nos positions, nous n'avons pas été en mesure de tenir aux Calédoniens d'autres discours que ceux limités à des considérations économiques et financières, aux bienfaits qu'ainsi nous apporte la France, mais dans lesquelles aucun rêve ne pourra jamais s'épanouir.

Nous avons tenu les Calédoniens dans l'habitude de la France, dans le confort d'une majorité démocratique non-indépendantiste, sans jamais chercher à en créer chez eux le désir.

Pourtant, ce désir, nous pouvons le susciter. La Nouvelle-Calédonie est un pays d'Océanie. Le lien renouvelé avec la France doit nous conforter dans notre appartenance à cette vaste région, porteuse de projets et de perspectives.

Nous pouvons faire valoir le rôle de la Nouvelle-Calédonie dans sa représentation de la France et de l'Union européenne dans la région, tout en conservant son caractère océanien.

Cela conduit à la défense et la prise en compte des intérêts de la Nouvelle-Calédonie lors de négociations ou accords commerciaux, à l'intensification de nos échanges commerciaux avec nos voisins et à encourager les investissements étrangers, tout en nous préservant de la mainmise des grandes puissances déjà bien implantées dans la zone.

Génération a l'ambition de proposer aux Calédoniens un « rêve français », un projet d'une Nouvelle-Calédonie Française du 21^e siècle qui soit aussi profitable à la Nouvelle-Calédonie qu'à la France.

Une écologie calédonienne

Ne nous leurrions pas, la conscience de l'urgence écologique qui pointe chez les Calédoniens est bien récente. Jusqu'à ces dernières années, la nécessité de préserver notre environnement n'avait pas imprégné nos esprits et nos cœurs. Nous nous sommes contentés de louer la beauté de nos sites et de nos paysages, de notre environnement marin, de notre faune et de notre flore.

Ces louanges répétées nous ont endormis et ont évité que l'on y regarde de plus près.

Or notre environnement est menacé. Par le réchauffement climatique d'une part et d'autre part par des décennies à engraver nos cours d'eau, à laminer nos montagnes, à polluer notre air et nos littoraux, à entasser nos déchets, à menacer nos espèces animales et végétales. Le constat est navrant, il n'est pas réhibitioire.

Notre chance tient au fait que nous sommes désormais informés des dangers et conscients de nos responsabilités.

Notre ambition est de faire de la Nouvelle-Calédonie un pays exemplaire en matière de développement durable, à la fois écologiquement ambitieux, économiquement efficace et socialement équitable.

Alors que la Nouvelle-Calédonie est reconnue dans le monde entier pour l'extraordinaire richesse de sa biodiversité, il n'y a pas d'autre alternative.

La Nouvelle-Calédonie a bâti son modèle économique sur l'extraction d'une ressource minière non renouvelable - le nickel - et dépend quasi exclusivement des énergies fossiles. Ce modèle non seulement est aujourd'hui dépassé, mais il représente une menace pour l'environnement au travers des émissions de gaz à effet de serre, de la pollution, de l'érosion de notre biodiversité et de ses conséquences sur la santé des Calédoniens.



Ce modèle, désormais insoutenable pour notre environnement, pour les Calédoniens qui n'y adhèrent plus, et pour notre économie, réclame d'être rénové. La prise de conscience de l'urgence écologique a conduit à la prise d'initiatives remarquables comme la loi plastique ou le schéma de transition énergétique, toutefois, nous avons besoin d'un nouvel élan, d'un nouveau projet qui rassemble et qui permette à la Nouvelle-Calédonie de produire sa richesse autrement.

Donner l'accès à une énergie propre et durable à tous les Calédoniens est une priorité. L'enjeu du développement des énergies renouvelables n'est pas seulement d'assurer notre transition énergétique, indispensable au développement d'une économie verte, mais aussi d'être un outil d'aménagement et de rééquilibrage du territoire.

Forts de nos potentiels, nous croyons que la Nouvelle-Calédonie peut devenir la capitale mondiale de la biodiversité et le premier pays autonome pour son énergie.

La révolution écologique que nous appelons de nos vœux doit trouver sa concrétisation.

L'éducation des citoyens à l'environnement et au développement durable est primordiale pour une meilleure adhésion au changement. Celle-ci doit débiter à l'école primaire et se poursuivre tout au long de la scolarité avec l'élaboration d'un programme d'enseignement dédié et l'obligation de participer à des projets citoyens. Dans le monde du travail, la sensibilisation doit être renforcée et les actions citoyennes, cohésives, privilégiées.

Produire de façon durable pour nourrir notre population, c'est créer de la richesse et de l'emploi dans l'agriculture, par l'économie circulaire et la diversification économique.

Ainsi, nous serons à même d'assurer le bien-être de tous les Calédoniens par la possibilité pour tous d'accéder, quel que soit son niveau de vie, aux besoins essentiels : alimentation, logement, santé, travail, sécurité, éducation et culture.

C'est dans ce cadre que la Nouvelle-Calédonie doit se doter d'une politique agricole et alimentaire renouvelée. Génération n'a d'autre ambition que d'œuvrer pour une pleine souveraineté alimentaire en donnant une importance toute particulière aux conditions sociales et environnementales de production. En engageant définitivement la Nouvelle-Calédonie dans une transition agro-écologique nous obtiendrons une plus grande maîtrise de notre production agricole afin de garantir aux Calédoniens l'accès à des produits de qualité tout en limitant notre dépendance aux importations. Nous soutiendrons un modèle d'agriculture profitable pour les agriculteurs mais aussi pour les consommateurs et l'environnement.

Une politique économique basée sur la valeur du travail et la valorisation de notre capital

La création de richesse est issue de deux choses : le capital et le travail.

Le capital, nous le détenons, c'est notre propre pays : $\frac{1}{4}$ des réserves mondiales de nickel, 1 300 000 km² de zone économique exclusive, 1,8 millions d'hectares de terres et un taux d'endémicité record. Ce sont aussi les hommes et les femmes qui œuvrent au développement du pays, notre jeunesse désireuse de mieux se former et de perpétuer l'esprit pionnier qui a contribué à la construction de la Nouvelle-Calédonie.

Il faut aujourd'hui mieux valoriser le travail susceptible de mettre en valeur ce capital.

Cela doit commencer par l'abandon du recours systématique à la puissance publique. L'initiative privée doit être soutenue et accompagnée et ne peut s'envisager que débarrassée des carcans administratifs dont souffre la Nouvelle-Calédonie aujourd'hui, parce que nous avons voulu autant légiférer que la métropole.



Il est fondamental de libérer totalement l'énergie disponible dans les petites et moyennes entreprises en les allégeant au maximum des procédures administratives complexes et coûteuses qui les affaiblissent face aux mastodontes des marchés qui ont plus de capacités à s'adapter aux réglementations publiques.

Disposer de la capacité d'entreprendre doit être offert à tous. La valorisation de la valeur travail ne doit pas être un vain mot. Créer son entreprise doit être une opportunité offerte aux jeunes Calédoniens afin qu'ils n'envisagent pas la fonction publique comme unique option proposée à la sortie de leurs études.

Génération n'a d'autre ambition que de rendre possibles et viables toutes initiatives économiques, individuelles et collectives, partout où elles peuvent se mettre en œuvre. C'est ainsi que peut se refonder un modèle économique qui n'est plus guidé uniquement par la recherche de profits.

Dans les zones rurales, les quartiers populaires et en particulier dans le monde économique kanak, créer une activité ou entreprendre un projet en respectant les normes de l'économie de marché ne reçoit pas l'écho attendu, même si de vraies activités économiques de proximité existent.

Ce développement doit réussir au travers des outils de l'économie sociale et solidaire (coopératives, mutuelles, associations intermédiaires ou fondations), dont les activités sont fondées sur un principe de solidarité et d'utilité sociale, qui cherchent à concilier activité économique et équité sociale.

La Nouvelle-Calédonie a construit toute son économie autour de l'extraction et de la transformation du minerai en métal.

Pendant près d'un siècle, le nickel a joué un rôle considérable dans le développement économique, financier et social, mais également politique du pays. Son exploitation, avec ses ombres et ses lumières, fait partie intégrante de l'Histoire du Pays.

Parce que le nickel continuera dans les prochaines décennies d'être une ressource créatrice de richesse pour la Nouvelle-Calédonie, Générations.NC considère désormais qu'il est de notre responsabilité de valoriser cette ressource dans l'intérêt des générations de Calédoniens à venir.

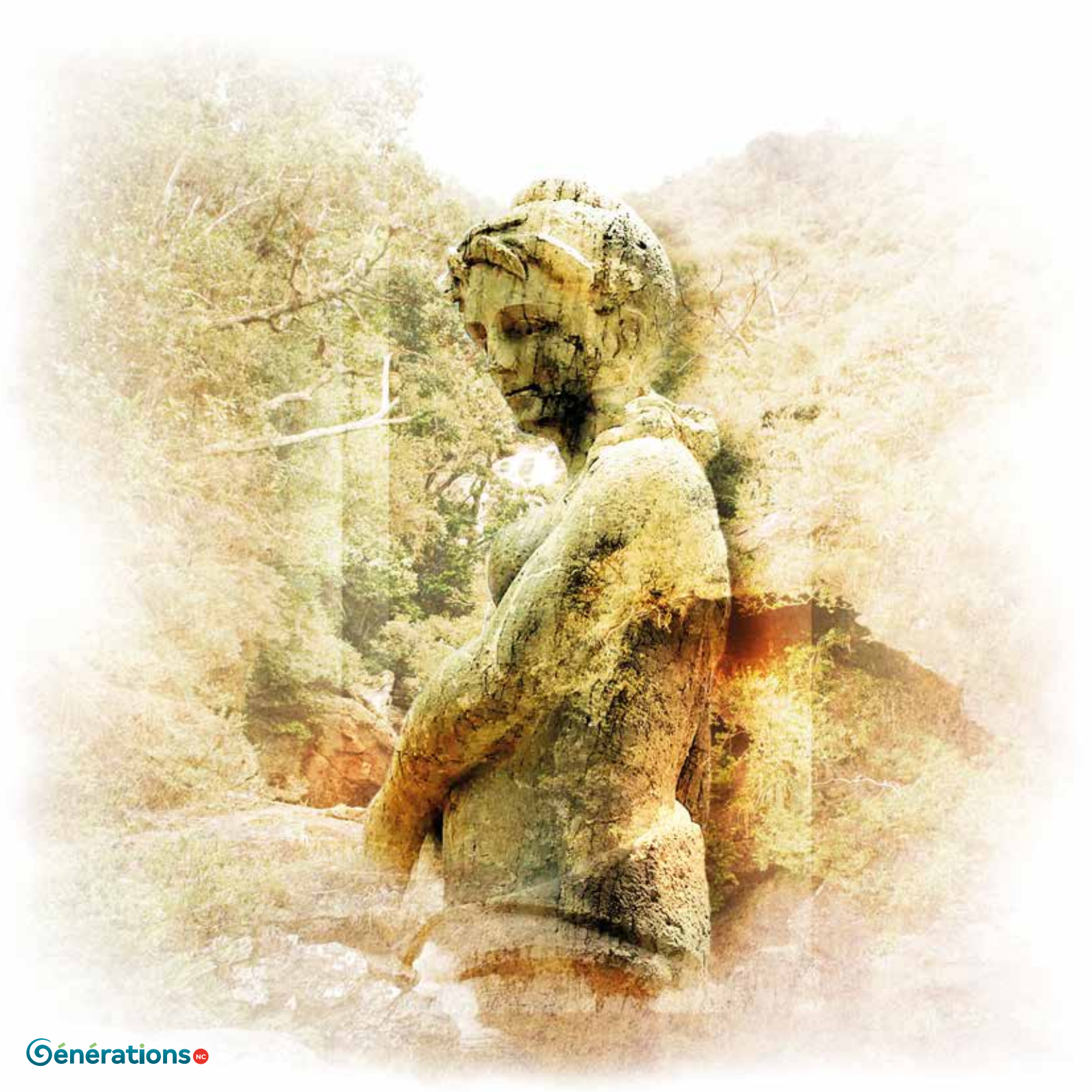
À ce titre, la fiscalité concernant le secteur doit être revue, le simple fait de créer des emplois ne suffit plus à justifier le saignement de nos montagnes. La création d'une redevance alimentant un fonds d'épargne et d'investissement et le retour des titres miniers inexploités dans l'escarcelle de la Nouvelle-Calédonie doivent être des priorités affichées.

Pendant trop longtemps, la recherche d'alternatives économiques viables n'a pas fait débat. Dès lors, la Nouvelle-Calédonie a perdu un temps précieux à mettre en œuvre de nouvelles filières, le tourisme en particulier, secteur qui peine toujours à atteindre les niveaux que l'on serait en droit d'espérer.

Rien n'a fait face à l'omniprésence de l'industrie métallurgique et minière. Parce qu'elle était une colonie, la Nouvelle-Calédonie pendant des décennies n'a pu croître et se développer qu'au travers des importations, installant durablement une économie de comptoir dont on a toujours peine à se défaire.

Dans les années 80, le boom du nickel ayant fait place à la crise, les pouvoirs publics ont aidé à l'apparition d'une industrie de transformation. Cette dernière, bénéficiant de larges protections, s'est développée jusqu'à devenir l'une des principales créatrices de richesse et d'emplois.

La nouvelle stratégie économique que nous appelons de nos vœux prend en compte la révolution écologique programmée. Rien n'est plus désormais envisageable sans le développement des économies vertes et bleues et la priorité donnée à l'instauration d'un pôle économique basé sur la valorisation de notre biodiversité.



À une économie calédonienne où un nombre réduit d'opérateurs disposent de la quasi intégralité des leviers, et donc tournée vers le profit, sinon la rente, il faut substituer une économie basée sur l'innovation et le goût d'entreprendre.

Il convient de trouver les justes équilibres entre les investissements privés et l'implication des pouvoirs publics dans le développement.

Dans le cadre de la diversification de l'économie, l'ambition de Générations n'est pas de courir plusieurs lièvres à la fois mais de se concentrer sur un deuxième secteur considéré d'exportation car il profite des devises extérieures : le tourisme. Nous ne pouvons plus traiter cette filière comme le parent pauvre de l'économie calédonienne. Le développement touristique ne doit pas être une Arlésienne sur laquelle nous ne misons pas et à laquelle nous consacrons peu d'efforts.

Nous voulons aboutir à un modèle de développement touristique pérenne, profitant à un maximum de Calédoniens, permettant de préserver notre environnement et le mode de vie des populations. Ces efforts, y compris dans la nécessaire réflexion à mener sur le développement du transport aérien, doivent permettre à l'industrie du tourisme de jouer le rôle qui doit être le sien, notamment en termes de formation, d'insertion, de rééquilibrage et d'investissements étrangers.

Enfin, la mer doit être le secteur d'avenir. Nos regards se sont trop longtemps posés sur nos montagnes regorgeant de nickel et pas assez vers la mer riche d'espèces marines qui ne demandent qu'à être valorisées soit par le prélèvement grâce aux pêcheurs, soit par la recherche grâce aux scientifiques.

La Nouvelle-Calédonie qui possède une immense zone maritime fait figure de pays terrien, dépourvu de toute infrastructure liée à l'économie maritime.
Il est temps de réinvestir notre mer et d'en faire un des piliers de l'axe indo-pacifique en faveur de la Nouvelle-Calédonie et de la France.

Cette richesse créée doit servir à notre jeunesse

La jeunesse calédonienne a été la grande oubliée des accords.

À la suite des Événements, l'urgence a été de rétablir la paix, de refonder le lien entre les communautés, d'envisager le rééquilibrage et de placer la Nouvelle-Calédonie sur la voie du développement et du progrès.

L'action politique a été le moteur de ces actions majeures, mais des pans entiers de la société calédonienne n'ont pas bénéficié des mêmes attentions. La jeunesse n'a pas été au cœur des politiques durant les deux décennies qui ont suivi la conclusion des accords de Matignon. On rattrape aujourd'hui le temps perdu, mais les dégâts sont là.

Pendant trop longtemps, le système éducatif comme les dispositifs de formation n'ont pas été revus ni adaptés au contexte calédonien. Le phénomène des décrocheurs s'est amplifié et la formation, malgré le soutien massif de l'Union européenne, n'est pas parvenu à répondre aux besoins, attentes et demandes du monde économique.

Or, la Nouvelle-Calédonie est un territoire jeune. La jeunesse y tient socialement et démographiquement une place majeure, et c'est vers elle que les politiques publiques doivent se tourner. La crise économique, l'appauvrissement de la population, les incertitudes institutionnelles, obèrent l'avenir de la jeunesse calédonienne, en particulier la jeunesse kanak confrontée à une perte de repères notamment vis-à-vis de la coutume.

La jeunesse constitue le ciment de notre cohésion sociale. Il faut donc veiller à son éducation, sa formation et son intégration dans une société moderne évoluant rapidement. Dès lors, notre ambition est la prise en compte de la jeunesse, dans toute sa diversité et sa richesse.



Générations défend une vraie ambition pour l'école qui passe par la réussite d'un projet éducatif calédonien qui doit apprendre à se détacher du modèle français. L'école calédonienne ne peut être envisagée que comme le creuset des savoirs, des savoir être, des savoir-faire nécessaires à l'inclusion sociale et l'insertion professionnelle des jeunes, et des valeurs communes à notre société et à notre citoyenneté : fraternité, liberté, égalité, solidarité.

Pour ce faire, il nous faut mettre en œuvre des mesures innovantes simples complémentaires sans s'interdire de limites.

De la meilleure intégration de la jeunesse dans notre société dépend la qualité de notre vivre ensemble. Il nous faut établir avec elle, et pour elle, un contrat de confiance sociale mutuelle.

Dans ce contexte, Générations envisage le sport et la culture comme les maillons essentiels à l'élaboration et à la diffusion de l'identité calédonienne afin de lui donner un sens commun et partagé, tant en Nouvelle-Calédonie qu'à l'international. Outre d'être source de partage, de développement personnel et de cohésion sociale, le sport et la culture doivent prendre toute leur place en tant qu'acteur du développement économique de la Nouvelle-Calédonie.

Pour une société moderne

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie ne peut se considérer que si les Calédoniens sont en capacité de définir le projet de société dans lequel ils souhaitent vivre. L'histoire du pays n'a pas contribué à générer une société unie et harmonieuse, mais au contraire elle a parfois malheureusement conduit le pays aux limites de la ségrégation et du racisme.

Ces traces mettent du temps à s'effacer, s'oublier, se pardonner.

Toutefois aujourd'hui, l'aspiration des Calédoniens à un vivre ensemble est tout à la fois forte et réelle. Les combats et les violences d'autrefois pèsent

dans les mémoires et le « plus jamais ça » semble durablement inscrit dans les consciences, bien au-delà des positionnements politiques. Les uns et les autres, qu'ils prônent Kanaky ou la France, n'envisagent pas l'avenir dans la discrimination, l'exclusion ou le rejet.

Ce point est fondamental.

Il reste néanmoins bien des écueils. Ces dernières années, l'écart entre les plus riches et les plus démunis s'est accru, déséquilibrant de manière dangereuse une société calédonienne dans laquelle autrefois, malgré toutes les divergences et toutes les différences, la solidarité n'était pas un vain mot. Le Vivre Ensemble ne peut donc pas se contenter de n'être qu'une notion politique, mais doit prendre en compte des aspects bien plus larges et amples si l'on veut réussir le pari de nous transformer et nous moderniser.

Paraphrasant le général de Gaulle, on peut dire que le défi porté à notre société est de transformer notre vieille Nouvelle-Calédonie en un pays neuf et de lui faire épouser son temps.

Ce temps, c'est le siècle, le 21^e siècle, temps des révolutions, des innovations et des bouleversements auxquels la Nouvelle-Calédonie ne peut se soustraire, tout en conservant ce qui en fait son âme. Il en est ainsi de la coutume.

C'est en la partageant par la parole, l'écoute et le geste, que la société calédonienne pourra trouver son chemin dans le XXI^e siècle et pourra ainsi se prémunir de la tentation des communautarismes locaux et du repli sur soi.

Générations érige en dogme la lutte contre tous les communautarismes pour les risques qu'ils font encourir au pays, à sa population et ses ethnies.

Dans ce siècle, le monde a vu les comportements et les modes de vie changer, monter les fondamentalismes religieux, les grands mouvements migratoires et a connu la révolution numérique qui va durablement bouleverser l'humanité.



Génération ambitionne de mener la Nouvelle-Calédonie vers plus de souveraineté numérique. Le numérique n'est plus un thème parmi les dossiers politique. C'est une véritable politique centrale de la puissance publique qui irrigue la vision d'ensemble du développement de la cité, touchant tous les secteurs : l'agriculture, la sécurité, l'entreprise, la fiscalité, le social, l'économie, la jeunesse, l'environnement.

Génération ambitionne de mener la lutte contre l'exclusion numérique au service des libertés et de la connaissance de l'autre et de sa culture.

La société juste à laquelle nous aspirons prend en compte les plus fragiles. Nos anciens, vecteurs de la transmission des savoirs et des valeurs, nos enfants, les malades et les personnes en situation de handicap. Prendre soin d'eux est notre devoir.

L'ambition de Génération pour une politique globale de santé en Nouvelle-Calédonie est de garantir la durabilité de son financement et de maintenir sa haute performance.

La société juste à laquelle nous aspirons doit réaffirmer comme fondamentales les valeurs de respect. Le respect des libertés, des personnes, de la coutume, des parents, de l'autorité là où elle s'exerce, à l'école comme à la maison, dans la rue comme en tribu. Il n'y a pas de société juste si une part même infime de ce qui la compose s'exonère de la loi, de la morale, de la justice et du bien.

Il n'y aura de lutte efficace contre la délinquance que lorsque nous aurons comblé nos failles et réduit nos fractures, afin de répondre à la détresse des victimes et d'apporter des alternatives à ceux qui se perdent hors de la loi et des règles.

Pour nous, Génération.NC, notre ambition est que tout individu sur terre puisse être libre de ses choix de vie ! Que l'on soit LGBT ou hétérosexuel, chacun doit prôner la tolérance qu'il espère recevoir en retour. À l'heure d'aujourd'hui, les Calédoniens doivent s'engager à porter à chaque instant des valeurs de tolérance. Chacun en Nouvelle-Calédonie se doit d'être reconnu pour ce qu'il est, et ainsi

se reconnaître en tant que personne et donc participer à la construction de la société que nous appelons de nos vœux.

Génération porte l'ambition d'être garant de cette tolérance et de faire que la Nouvelle-Calédonie soit reconnue comme un pays tolérant, ouvert d'esprit et en phase avec la société moderne.

Génération porte l'ambition de faire progresser les mentalités, de briser les tabous et de sortir des préjugés.

Une démocratie à tous les niveaux

La Nouvelle-Calédonie, au sein de la République, bénéficie pour son épanouissement politique et social des bienfaits de la démocratie.

L'époque marquée par la mondialisation et l'accélération de l'information et de la connaissance voit l'émergence d'attentes et d'espoirs de la part des peuples, désireux d'être mieux entendus de leurs dirigeants, revendiquant la prise en compte de leurs aspirations.

La Nouvelle-Calédonie s'est tenue à l'écart de ces changements profonds pendant longtemps par habitude, tradition ou volonté de la classe politique de conserver le monopole de la pensée et de la décision.

La démocratie du 21^e siècle veut rendre la parole aux gens, pas uniquement lors des scrutins électoraux, serait-ce celui d'autodétermination. Elle exige également la transparence et la probité, notions que certaines affaires, touchant l'ensemble des partis politiques calédoniens, ont sérieusement écornées ces dernières années.

La démocratie renouvelée, c'est celle où la société civile dans toutes ses strates participe totalement au débat public et à la vie de la cité. C'est celle aussi qui reconnaît au monde associatif sa véritable importance.



Génération s'inscrit dans ce mouvement de fond d'une démocratie refondée où la parole, les idées et les propositions circulent.

Ainsi dans son fonctionnement non plus vertical, mais horizontal, par lequel les propositions émanent des comités locaux et des comités thématiques pour remonter vers les organes de direction. Dans ce cadre, les élus du mouvement se font les porte-parole des aspirations des militants et adhérents.

Nous avons abordé la dernière mandature de l'accord de Nouméa. Au-delà de cet horizon, plus rien n'existe que l'inconnu.

À nous donc de bâtir un projet, une nouvelle histoire et de la soumettre aux Calédoniens.

Génération s'inscrit dans cette logique de paix et de progrès, mais aussi de reconnaissance mutuelle dont les accords de Matignon puis de Nouméa ont fixé les contours.

Il nous revient de créer le futur calédonien, si proche déjà, et il reviendra aux hommes et aux femmes de bonne volonté, et pétris de paix, de prendre part à cette construction. Ils trouveront en Génération l'espace et le lieu de leur expression, de leurs valeurs et de leur volonté.

Les Calédoniens ont la chance immense aujourd'hui de pouvoir corriger les erreurs du passé pour construire la Nouvelle-Calédonie dont ils rêvent. Jamais sans doute une telle opportunité ne leur avait été offerte. Il nous faut ensemble innover.

*« Cela parait toujours impossible
jusqu'à ce qu'on le fasse »*

Nelson Mandela